

Critique Sociale

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

numéro 11 - août 2010

Actualité :

Les gouvernements durcissent leur politique de classe, p. 1

Histoire et théorie :

La lente « réception » de Rosa Luxemburg en France, p. 3

Un livre de D. Muhlmann sur Rosa Luxemburg, p. 9

Claude Lefort à propos des dérives bureaucratiques, p. 11

Les gouvernements durcissent leur politique de classe

Partout dans le monde, les gouvernements répondent aux exigences de la classe capitaliste (connue dans le langage médiatique sous l'appellation : « les marchés »¹) en faisant peser par divers biais le coût de la crise du capitalisme sur ceux qui n'en sont en rien responsables, et qui du reste la subissent déjà : les travailleurs, les chômeurs, etc. C'est de la part des classes dirigeantes une politique de lutte de classe, autrement dit une politique favorable à une seule classe sociale, au détriment des classes travailleuses et populaires.



Manifestation à Paris, mai 2010²

La crise du capitalisme a de multiples conséquences, parmi lesquelles le fait qu'une part des classes dirigeantes sont mises sous pression. Cette tension est reportée par elles vers la majorité de la population : les travailleurs, au sens large du terme. Les apparences deviennent plus difficiles à conserver. Les masques tombent, et ceux qui accusent le mouvement ouvrier de pratiquer la lutte de classe, la pratiquent de façon plus évidente. Avec cette différence fondamentale : alors que la lutte de la classe sociale majoritaire vise à la justice sociale, la lutte de classe de la minorité dirigeante vise à conserver leurs privilèges au détriment des travailleurs.

¹ Ces « marchés » agissant entre autres par l'intermédiaire des « agences de notation », qu'ils ont créées et qu'ils financent.

² Photo de Philippe Bidet, Photothèque du mouvement social.

Les symboles révélateurs ne manquent pas : ainsi, 80 % des membres du nouveau gouvernement britannique sont des millionnaires. Une de ses premières mesures a été l'annonce de l'augmentation de la TVA, impôt injuste qui touche d'abord les classes populaires...

En France, l'affaire Woerth-Bettencourt – au delà de ses détails et des personnes impliquées – a rappelé certaines réalités concernant la structure de la société actuelle. Une héritière milliardaire qui finance le parti au pouvoir, pratique la fraude fiscale, et touche 30 millions d'euros de bouclier fiscal en 2008 : cela doit nous faire comparer avec le fait qu'il faudrait 2.370 années à un smicard pour gagner une telle somme (c'est-à-dire avoir commencé à travailler avant la naissance d'Alexandre le Grand, et ne jamais avoir cessé depuis). Cette somme a été obtenue par une rentière sans rien faire, en supplément de ses revenus annuels de plusieurs centaines de millions d'euros, qui s'ajoutent eux-mêmes à une fortune de 15 milliards d'euros³.

Face à cette affaire embarrassante, avec entre autres la possibilité d'un financement illégal de la dernière campagne présidentielle, le pouvoir en place n'a trouvé comme réponse que le recours à la théorie du complot⁴ : Eric Woerth a agité l'épouvantail d'une « *cabale* », François Fillon a parlé de « *manipulation* », et selon Nicolas Sarkozy le 12 juillet dernier : « *derrière tout ça, y'a des officines* » [sic]. Lors de cette même émission télévisée du 12 juillet, Sarkozy s'est montré très fier d'avoir supprimé 100.000 postes de fonctionnaires depuis 2007, et a annoncé qu'il en supprimerait 34.000 de plus en 2011. Parallèlement, une baisse du salaire réel des fonctionnaires a été annoncée pour les prochaines années. Tout cela montre que la riposte des travailleurs ne peut pas attendre 2012 : c'est maintenant qu'il s'agit de faire cesser cette saignée sociale. Sarkozy a montré son arrogance et son mépris quand il a déclaré qu'il ne tiendrait pas compte des manifestants : mais une mobilisation forte et structurée dans la durée le ferait mentir.

Dès la rentrée, une mobilisation s'annonce face au projet de contre-réforme des retraites, qui est très largement reconnu comme injuste. De plus, cette mesure de régression sociale ne pourrait qu'accroître encore un chômage déjà très élevé : il y a actuellement 10% de chômeurs en France (chiffre d'ailleurs identique à la moyenne de l'ensemble de la zone euro⁵), et le nombre des chômeurs de plus de 50 ans a augmenté de 17,9 % en un an⁶.

La journée de manifestation du 24 juin a rassemblé 2 millions de personnes, ce qui constitue un succès : réunir deux millions de manifestants à cette période de l'année et sans contexte de mobilisation dans la durée⁷ - hélas ! -, c'est un signe de l'existence évidente d'un potentiel de combativité. Cela montre le vaste rejet de ce projet de contre-réforme du gouvernement, qui n'est en fait ni plus ni moins qu'une attaque contre le droit des travailleurs à une retraite correcte à partir d'un âge décent. Le mot d'ordre émanant des manifestants du 24 juin était celui du retrait de ce projet, quelles que soient par ailleurs les positions officielles des « directions ». Revenir sur les allongements de durée de cotisation, et bien sûr empêcher toute nouvelle aggravation, est indispensable ; cela pourrait être accompagné de l'exigence d'augmentation importante des salaires et des minima sociaux.

Pour arriver à battre le gouvernement, il faudrait dès la rentrée une grève générale construite dans la durée sur le mot d'ordre clair du retrait total de la contre-réforme des retraites. Des Assemblées Générales, unissant tous les travailleurs par secteur de travail d'une part, et par zone géographique

³ Smic mensuel net de 1055 euros. Pour arriver à 15 milliards d'euros, il faudrait 1,2 millions d'années de Smic (autrement dit : avoir commencé à travailler avant l'apparition de l'Homo erectus).

⁴ Et, tout récemment, la diversion au moyen d'une dérive raciste – le but étant, outre de faire oublier l'affaire Woerth-Bettencourt, de détourner l'attention des problèmes sociaux réels, et de « diviser pour mieux régner ».

⁵ Eurostat, « Le taux de chômage stable à 10,0% dans la zone euro », communiqué du 30 juillet 2010. Il y a selon ces chiffres plus de 23 millions de chômeurs dans l'Union Européenne.

⁶ Chômeurs de plus de 50 ans de catégories A, B et C, en France métropolitaine : 593.300 en juin 2009, 689.900 en juin 2010 (*Dares indicateurs* n° 48, juillet 2010, p. 5, publié sur le site internet du Ministère du travail).

⁷ Sur ces journées isolées de manifestation, voir « Printemps 2009, l'inefficacité des directions "syndicales" », *Critique Sociale* n° 7, septembre 2009.

d'autre part, dès début septembre pour organiser la mobilisation : il semble à l'heure actuelle qu'il n'y ait pas d'autre moyen pour éviter une nouvelle défaite du camp des travailleurs.

* * *

La lente « réception » de Rosa Luxemburg en France

Les traductions des textes de Rosa Luxemburg ont été assez tardives en France – d'ailleurs, 91 ans après sa mort de nombreux textes ne sont toujours pas traduits en français. Ce retard est d'autant plus remarquable que Rosa Luxemburg lisait et écrivait le français, qu'elle avait brièvement vécu en France⁸, et qu'elle y avait des amis.



Démocratie industrielle et Démocratie politique

CRITIQUE DE BERNSTEIN (1)

Le socialisme de Bernstein se ramène à faire participer les ouvriers au développement de la richesse sociale et à

liste très élémentaire que, sans les principes fondamentaux, toute la lutte pratique devient inutile et sans valeur, qu'avec l'abandon du *but final* le mouvement lui-même doit sombrer.

ROSA LUXEMBURG

(Traduit par J. Rivière)

Il semble que le premier article de Rosa Luxemburg publié en français soit une traduction, par la revue *Le Mouvement Socialiste*, d'un article écrit en allemand contre les conceptions réformistes : « Démocratie industrielle et démocratie politique : critique de Bernstein »⁹. Il s'agit d'un seul des dix articles formant son ouvrage *Réforme sociale ou révolution ?* (seconde partie, chapitre 2 : « Syndicats, coopératives et démocratie politique »¹⁰). Au cours des trente années suivantes, le reste de son livre ne fut pas traduit en français.

Il est à noter que le dernier paragraphe de l'article publié en 1899 ne figure pas dans les traductions françaises du livre ; peut-être que ce passage a été supprimé par Rosa Luxemburg lors de la réédition de son ouvrage en 1908¹¹. Voici cette conclusion : « *Bernstein déclare à la fin de sa "réponse" à Kautsky dans le Vorwaerts qu'il est complètement d'accord avec la partie pratique du programme de la démocratie socialiste et que s'il a quelque objection à faire, c'est uniquement contre la partie théorique. Malgré tout cela il croit encore pouvoir marcher à bon droit dans les rangs du Parti, "car, pour lui, quelle importance y a-t-il, à ce que dans la partie théorique il y ait une phrase qui ne soit pas à l'unisson de sa conception ?" Cette déclaration prouve tout au plus combien Bernstein a perdu le sens de la connexité entre l'action pratique de la démocratie socialiste et ses principes généraux, combien les mêmes mots ont cessé d'exprimer les mêmes choses pour le "Parti" et pour "Bernstein". En réalité, les théories propres à Bernstein conduisent à cette conception socialiste très élémentaire*

⁸ Voir « Hommage à Rosa Luxemburg à Paris », *Critique Sociale* n° 10, mai 2010.

⁹ *Le Mouvement Socialiste* n° 11, 15 juin 1899, pp. 641 à 656, traduction de J. Rivière.

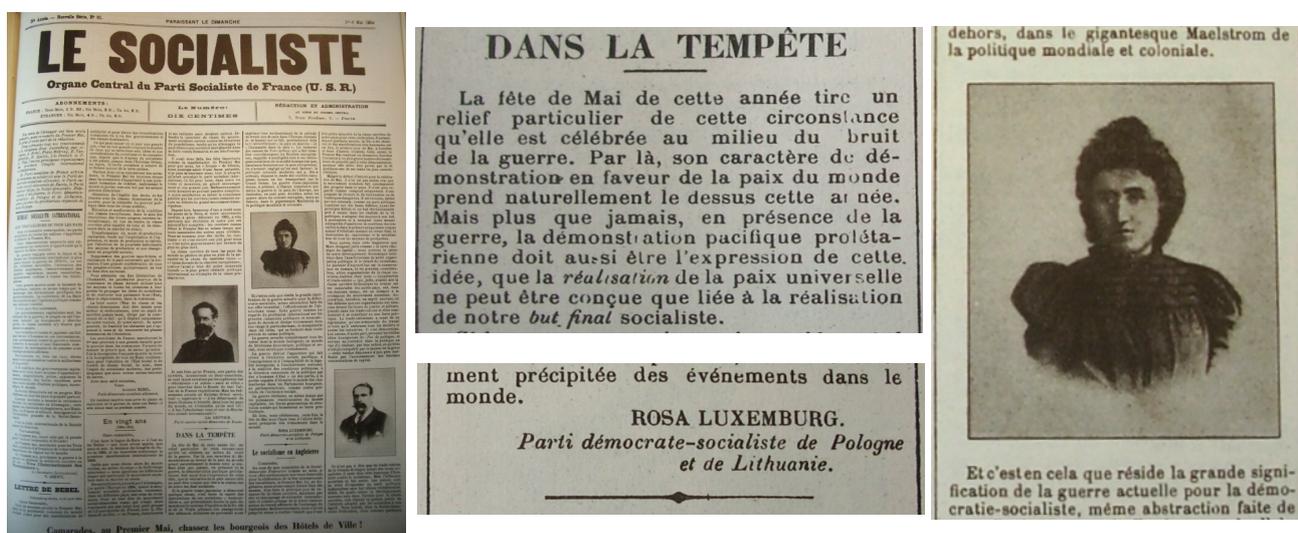
¹⁰ Cf : Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?, et autres textes politiques*, Spartacus, 1997, pp. 74 à 83. Une note publiée en 1899 reprend également un extrait de la première partie, chapitre 3 (cf Spartacus, 1997, pp. 48 à 50).

¹¹ C'est sur cette seconde édition allemande de 1908, revue par rapport à celle de 1899, que sont basées les traductions françaises. Mais la traduction de l'article en français en 1899 était peut-être basée sur le texte publié comme article dans le *Leipziger Volkszeitung*, et il est également possible que Luxemburg ait modifié son article d'origine lors de la première publication du livre.

que, sans les principes fondamentaux, toute la lutte pratique devient inutile et sans valeur, qu'avec l'abandon du but final le mouvement lui-même doit sombrer. »¹²

Des nombreux articles en allemand qu'elle a consacré à la situation politique française, un seul a été traduit en français à l'époque : « Une Question de tactique : le cas Millerand », dans *Le Mouvement Socialiste* du 1^{er} août 1899¹³. Cependant, certains de ses articles publiés en allemand sont parfois mentionnés et commentés dans des « revues des revues » publiées par des journaux socialistes francophones. Cela est dû à la renommée, non de Rosa Luxemburg, mais de la revue *Die Neue Zeit* dans l'ensemble de l'Internationale Socialiste de l'époque.

Rosa Luxemburg avait répondu en français à une « consultation internationale » lancée par *La Petite République*, journal de Jean Jaurès, à propos de l'affaire Dreyfus et de l'entrée d'un socialiste au gouvernement. Mais *La Petite République* ne publia pas toutes les réponses. La contribution de Luxemburg fit partie des « recalées », et fut publiée en 1900 par les *Cahiers de la Quinzaine*, avec une introduction présentant l'auteure¹⁴.



Elle publie quelques courts articles dans *Le Socialiste* puis dans *Le Socialisme*, souvent lorsque ces journaux ouvrent leurs colonnes à des militants de différents partis socialistes d'Europe à l'occasion de la fête internationale des travailleurs du 1^{er} mai¹⁵. Pour le 1^{er} mai 1909 elle écrit dans *Le Socialisme* un article intitulé « 1^{er} Mai et lutte de classe », dont voici la conclusion : « un jour sonnera l'heure où non plus des détachements isolés du prolétariat de telle ou telle nation, mais le

¹² Pages 655-656. Il y a également un court passage, d'une seule phrase, qui s'insérerait dans l'édition Spartacus, 1997, p. 80 (p. 66 dans Maspero, 1969), entre « ... de la lutte ouvrière. » et « D'après Bernstein, par exemple ... » : « Mais ce qui est important, ce n'est pas ce que Bernstein pense en se fondant sur les assurances orales et écrites de ses amis sur la durée de la réaction, mais c'est le rapport objectif interne entre la démocratie et le développement social réel. » (p. 650).

¹³ Numéro 14, pp. 132-137, traduction de J. Rivière. L'article a été retraduit par Daniel Guérin dans : Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France (1898-1912)*, Belfond, 1971.

¹⁴ *Cahiers de la Quinzaine* onzième cahier première série, juillet 1900, pp. 76-82 (les *Cahiers de la Quinzaine* étaient la revue de Charles Péguy, à l'époque dreyfusard et socialiste). Reproduit, sans l'introduction, dans *Le Socialisme en France (1898-1912)*, op. cit., pp. 81-85 (« Affaire Dreyfus et cas Millerand »). Guérin indique par erreur 1899 comme date de publication, erreur suivie par Netti (1972, p. 875) et Badia (1975, p. 844).

¹⁵ Rosa Luxemburg, « Au conseil national du Parti Ouvrier français », *Le Socialiste* n° 18, 5 mai 1901, p. 1. Rosa Luxemburg, « Dans la tempête », *Le Socialiste* n° 81, 1^{er} mai 1904, p. 1. Rosa Luxemburg, « Du marxisme », *Le Socialisme* n° 18, 15 mars 1908, p. 3 (à l'occasion des 25 ans de la mort de Karl Marx). Rosa Luxemburg, « Un quiproquo amusant », *Le Socialisme* n° 195, 9 septembre 1911, pp. 4-5.

Le Socialiste était le journal du Parti Ouvrier (courant « marxiste » du socialisme en France), puis du Parti Socialiste de France (Unité Socialiste Révolutionnaire) formé par la fusion du Parti Ouvrier avec le Parti Socialiste Révolutionnaire et l'Alliance Communiste Révolutionnaire. Le Parti Socialiste de France fusionna avec d'autres socialistes en 1905 pour former la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) ; *Le Socialisme* était l'un des journaux liés à la SFIO.

prolétariat de tous les pays se soulèvera dans une lutte commune pour mettre bas le joug exécrationnel du capitalisme. »¹⁶

En 1903, elle publie dans *Le Mouvement Socialiste* une des contributions à une « enquête sur l'anticléricalisme et le socialisme »¹⁷.

De son vivant un seul de ses ouvrages est intégralement traduit en français, sa brochure sur la grève de masse qui est publiée par des socialistes belges : *La Grève en masse, le parti et les syndicats*, Volksdrukkerij, Gand, 1909. Cette traduction a été effectuée par Alexandre Bracke-Desrousseaux – un marxiste français qui connaissait Rosa Luxemburg – à la demande de cette dernière¹⁸.

Pendant la guerre, les censures allemandes et françaises ne facilitèrent évidemment pas la diffusion de ses textes contre la guerre – d'ailleurs souvent publiés sous pseudonyme – qui restèrent donc inconnus du lectorat francophone.

En décembre 1918 et janvier 1919, alors que les événements révolutionnaires en Allemagne font souvent les gros titres de *L'Humanité*, Rosa Luxemburg y est pourtant rarement mentionnée – on y lit plutôt « *les partisans de Liebknecht* », « *le groupe Liebknecht* », etc., ce qui montre que Karl Liebknecht était plus connu qu'elle à l'époque. Le 6 janvier 1919, un article intitulé « Ce que représente le groupe Spartacus. Ses principes et ses tendances »¹⁹, ne mentionne pas une seule fois Rosa Luxemburg ! De façon générale, les orientations des spartakistes (parfois appelés « spartaciens ») y sont décrites avec le plus grand flou, voire de façon franchement erronée, et en tout cas de façon majoritairement hostile (globalement, *L'Humanité* soutient les orientations de l'USPD²⁰). Le 17 janvier 1919, on relègue en seconde page un article au titre hésitant : « Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Leur arrestation à Berlin. Ont-ils été tués ? »²¹. Le lendemain enfin, « Comment furent assassinés Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg » fait la une. Après un bref article plutôt favorable d'Amédée Dunois, le quotidien reprend la version mensongère de l'assassinat issue de la propagande des assassins eux-mêmes²². Rien n'est indiqué concernant ses idées politiques. Cependant, le 21 janvier un article de Bracke-Desrousseaux est enfin consacré à « Rosa Luxemburg », en première page. En voici l'essentiel :

« A dessein, je conserve au nom pris par celle que les ouvriers socialistes d'Allemagne appelaient jadis *unsere Rose, notre Rose*, la forme française qu'elle aimait à trouver dans nos journaux. "Les camarades de France ont raison d'écrire ce pseudonyme comme ils en ont l'habitude, me disait-elle la dernière fois que je passai quelques moments avec elle : il me semble ainsi qu'ils m'adoptent mieux pour l'une des leurs." [...]

Je n'ai pas l'intention de faire ici une notice biographique. Les données me manquent et le temps de les rechercher.

Je ne me promets même pas d'apprécier exactement son rôle depuis le début de la guerre et la place prise par elle aux côtés de Liebknecht – jusqu'à la mort – dans la révolution allemande. Nous sommes si mal renseignés ! [...]

¹⁶ *Le Socialisme* n° 74, pp. 1-2. Elle écrit dans le même article que la lutte de classes « *ne se terminera que par la ruine complète du monde capitaliste* ».

¹⁷ Les réponses sont numérotées en chiffres romains : celle de Rosa Luxemburg, « rédactrice à la *Leipziger Volkszeitung* », porte le numéro X. *Le Mouvement Socialiste* n° 111, 1^{er} janvier 1903, pp. 28-37. Reproduit dans *Le Socialisme en France (1898-1912)*, op. cit., pp. 209-214.

¹⁸ Lettre de Bracke à René Lefevre, 6 septembre 1946, p. 3 (lettre inédite, archives des éditions Spartacus).

¹⁹ *L'Humanité* n° 5377, p. 1.

²⁰ *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate indépendant, courant socialiste « centriste », situé entre les révolutionnaires du KPD (Ligue Spartacus), et les « droitiers » du SPD au pouvoir.

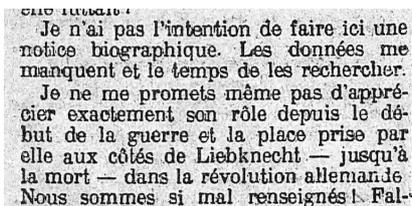
²¹ *L'Humanité* n° 5388, p. 2.

²² On peut comprendre cette crédulité dans les jours suivant l'assassinat. Par contre, la réalité fut clairement dévoilée au cours des semaines suivantes : il est frappant de constater que malgré cela la version des assassins a été, par ignorance, reproduite par *L'Humanité* au cours des années suivantes : n° 5746 du 15 janvier 1920 et n° 6869 du 15 janvier 1923.

Elle parlait au moins six langues. Elle aimait et connaissait à fond, entre autres, la littérature et la philosophie françaises, auxquelles elle aimait à revenir dans les courts loisirs qu'elle trouvait.

Rosa Luxembourgu offre l'un des rares exemples d'une socialiste qui put militer dans les rangs de deux sections à la fois. Elle comptait pour l'un des leaders de la socialdémocratie polonaise et collaborait assidument à son journal. En même temps, elle bataillait avec la démocratie socialiste allemande, par la plume, par la parole, par son action ardente et inlassable. Je ne crois pas qu'elle ait manqué, depuis plus de vingt ans, un des Congrès – sauf pour cause de prison.

Toujours à la "gauche" du Parti, avec son amie Clara Zetkin, elle était redoutée, dans les discussions, de ceux qui se trouvaient ses adversaires du moment. Son éloquence, nourrie de faits, était mordante et sarcastique.



Elle s'était vouée à l'étude du marxisme. Lorsque le Parti socialiste allemand fonda cette "Ecole socialiste" de Berlin, qui devait être une pépinière de journalistes et de propagandistes, c'est à elle que l'on confia les leçons d'économie politique marxiste. C'est en préparant ses cours, et aussi un livre d'introduction populaire à l'économie politique qu'elle trouva le sujet d'un de ses ouvrages importants : *L'Accumulation du Capital*. Elle y étudiait un problème qui se rattachait aux théories exposées dans le deuxième volume du *Capital* et s'y trouvait conduite à expliquer le lien nécessaire qui unit à la production capitaliste le militarisme et l'"impérialisme", c'est-à-dire la politique d'expansion coloniale et de conquête.

C'est avec la méthode marxiste, qu'elle cherchait à étendre en même temps qu'à élucider par les faits contemporains, qu'elle avait étudié, dans sa thèse de doctorat, *l'Evolution industrielle de la Pologne*. [...]

Dans l'Internationale, elle exerçait la même action que dans l'organisation allemande. Une brochure intitulée *Réforme ou révolution ?* résume quelques-uns des points sur lesquels elle avait combattu le "révisionnisme" et tout ce qui ressemblait à un "opportunisme" cherchant à entraîner le prolétariat dans la voie des alliances avec la démocratie bourgeoise. [...]

Nul plus qu'elle, dans la démocratie socialiste allemande, ne travaillait à secouer la pesanteur qui enchaînait les travailleurs dans le cadre impérial. Une brochure, dont j'avais fait la traduction française, exposait, au lendemain de la révolution russe de 1905, la signification nouvelle que prenaient les actions de grève en masse, à mesure que la vieille notion de grève générale faisant l'économie de la révolution disparaissait. (*La grève en masse, le Parti et les syndicats*, brochure publiée à Gand en 1910²³ par la librairie "Germinal".)

Là encore, c'était dans la méthode marxiste qu'elle cherchait le fil conducteur au milieu des événements variés.

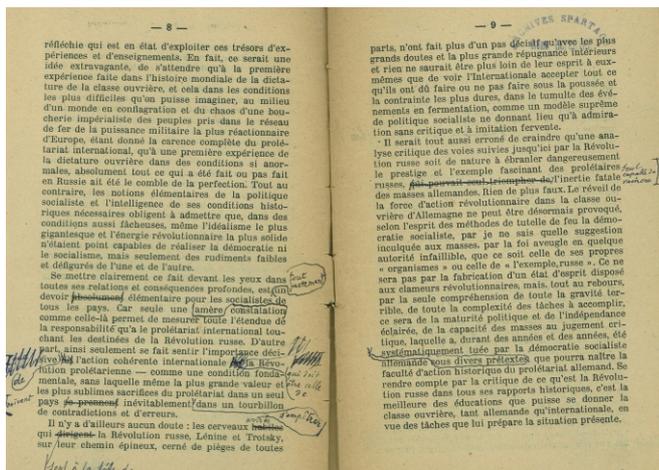
La révolution allemande poursuivra son destin. Soyons sûrs qu'après les terribles ouragans qui l'attendent peut-être encore, la mémoire de Rosa Luxembourgu restera, pour le prolétariat de tous les pays, celle d'une combattante, en même temps que d'une éducatrice. »²⁴

Au moment de cet hommage, le lecteur francophone ne peut en fait trouver aucun livre de Rosa Luxembourgu en librairie. Si son assassinat suscite un certain nombre d'hommages, aucune édition ne paraît durant les deux années suivantes. A partir de 1921, certaines lettres écrites par Rosa

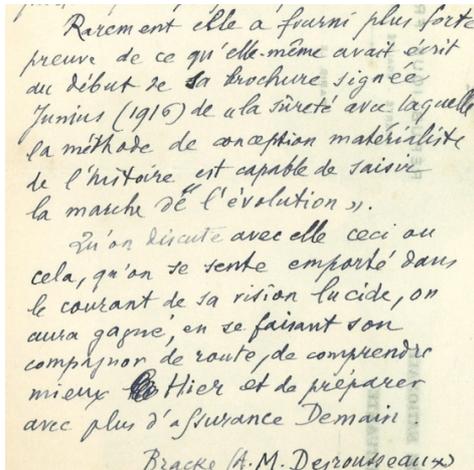
²³ La brochure mentionne en fait deux années : 1909 et 1910. Bracke en a expliqué plus tard la raison : « J'ai fait cette traduction en 1909 pour nos camarades belges qui la publièrent dans leur collection "Germinal". Si la couverture de cette brochure, imprimée à Gand par la coopérative "Volksdrukkerij" porte la date de 1910, c'est qu'on était aux derniers mois de l'année et que, selon un usage de librairie, on anticipe le millésime suivant. » (« Avant-propos », 19 mai 1947, dans : Rosa Luxembourgu, *Grève générale, parti et syndicats*, Spartacus, 1947, p. 3).

²⁴ Bracke (A.-M. Desrousseaux), « Rosa Luxembourgu », *L'Humanité* n° 5392, 21 janvier 1919, p. 1.

Luxemburg en prison sont traduites, et en 1922 Bracke-Desrousseaux traduit sa brochure sur *La Révolution russe* peu après sa publication en allemand : *La Révolution russe, examen critique*, éditions du Parti Socialiste (SFIO), avec un avant-propos de Bracke (non-signé).



Première édition francophone de *La Révolution russe* (1922), exemplaire annoté par le traducteur



Manuscrit de la préface de Bracke pour l'édition de 1946



ROSA LUXEMBOURG

En 1922 le *Bulletin Communiste*, fondé par Boris Souvarine en 1920 et devenu en 1921 l'hebdomadaire du Parti Communiste SFIC, rend hommage à Rosa Luxemburg pour la troisième année de sa mort en la mettant en couverture. Alix Guillain traduit un de ses articles sous le titre « La Paix par la Révolution seule » ; il s'agit en réalité de la quatrième partie d'un article de Rosa Luxemburg d'août 1917 : « Brûlantes questions d'actualité »²⁵. En mai 1923, Marcel Ollivier y

²⁵ Cela n'est pas signalé par A. Guillain (*Bulletin Communiste* n° 3, 3^e année, 19 janvier 1922, pp. 52-53). Traduction intégrale de l'article en question dans : Rosa Luxemburg, *Contre la guerre par la révolution, lettres de Spartacus et tracts*, Spartacus, 1973 – le passage « traduit » (ou plutôt adapté) en 1922 correspond à la partie « L'alternative », pp. 109-114. On trouve dans le même numéro du *Bulletin Communiste* un article bourré d'erreurs sur la vie de Rosa Luxemburg. Karl Liebknecht est en couverture du numéro de la semaine précédente.

L'accumulation du capital et l'impérialisme

Les pays qui suivent sont tirés de *deuxième volume de l'Accumulation du Capital*, de Rosa Luxemburg. Écrits pendant le séjour que fit Rosa dans les prisons allemandes de 1915 à 1918, et destinés à répondre aux critiques parues dans la presse social-démocrate contre le premier volume de son livre, publié en 1912, ces pages contiennent un exposé succinct et admirablement clair des problèmes fondamentaux de l'accumulation du capital.

Le livre de Rosa Luxemburg était encore inconnu et publié français, notre camarade Marcel Ollivier en a traduit ces quelques pages à l'intention des lecteurs du Bulletin Communiste.

L'accumulation du capital est l'un des problèmes fondamentaux de la doctrine marxiste. L'accumulation est à la base de tout le développement capitaliste et de sa phase actuelle, l'impérialisme. C'est pourquoi son étude est indispensable à quiconque veut pénétrer au fond des mécanismes de la production bourgeoise, indispensable au prolétariat, dont elle éclaire la lutte contre l'impérialisme.

Le mode de production capitaliste est dominé par la recherche du profit. Pour le capitaliste isolé, la production n'a de sens que si elle lui rapporte, bon ou mal, un bénéfice net. Mais, contrairement à tous les autres régimes économiques basés sur l'exploitation, le caractère essentiel de la production capitaliste, ce n'est pas seulement le profit, mais le profit croissant. C'est dans ce but que le capitaliste, contrairement, encore une fois, à tous les autres types historiques d'exploitations, ne dépense pas le fruit de son exploitation, exclusivement même principalement pour son propre plaisir, mais pour accroître constamment son exploitation. La plus grande partie du profit obtenu est de nouveau transformée en capital employé à l'élargissement de la production. Ainsi le capital s'accroît, et s'accroît, selon l'expression de Marx, et condition même que l'existence de l'accumulation, la production capitaliste s'étend de plus en plus.

Mais pour y arriver, cependant, la simple volonté des capitalistes ne suffit pas. Il y faut encore un certain nombre de conditions sociales qu'on peut résumer de la manière suivante :

Avant tout, pour que l'exploitation soit possible, il faut un grand nombre de travailleurs en quantité suffisante. Cela, le capital l'obtient une fois que le mode de production capitaliste a com-

mené son cours historique et s'est, en quelque sorte, consolidé, par le simple mécanisme de cette exploitation, à savoir : il est permis, bien ou mal, aux salariés occupés à la production de se maintenir en vie, grâce à leurs salaires pour pouvoir continuer à être exploités et à se reproduire ; il en résulte une armée de réserve du prolétariat qui est toujours disponible, au moyen de la précarisation constante des couches moyennes et de la concurrence qui oppose, dans la grande industrie, la machine à l'ouvrier.

Quand cette condition est remplie, c'est-à-dire quand un matériel d'exploitation toujours disponible, sous forme de prolétariat salarié, est assuré, et que le mécanisme de l'exploitation est réglé par le salariat lui-même, il faut encore une autre condition fondamentale de l'accumulation du capital, à savoir : la possibilité de vendre les marchandises au fur et à mesure qu'elles sont produites par le travail des ouvriers salariés, pour pouvoir recouvrer en argent, d'une part, les sommes engagées par le capitaliste dans la production et d'autre part, la plus-value arrachée à la force de travail de l'ouvrier. La première condition de l'accumulation, c'est que le capitaliste a réussi à vendre ses marchandises et à transformer la plus grande partie de l'argent ainsi obtenu en capital. (Le Capital, tome I, paragraphes 7, Introduction.) Ainsi, l'accumulation constante suppose la possibilité toujours croissante d'un débouché pour le capital. Le capital, c'est lui-même, ainsi que nous l'avons vu, la condition fondamentale de l'exploitation. Le premier volume du Capital a analysé et décrit ce processus d'une façon minutieuse. Mais de quoi dépendent les possibilités de réalisation des produits de cette exploitation, des possibilités de débouchés ? Faut-il toujours vendre le capital, ou dans certaines circonstances le capital est libéré de ce processus d'une façon instantanée. Mais de quoi dépendent les possibilités de réalisation des produits de cette exploitation, des possibilités de débouchés ? Faut-il toujours vendre le capital, ou dans certaines circonstances le capital est libéré de ce processus d'une façon instantanée. Mais de quoi dépendent les possibilités de réalisation des produits de cette exploitation, des possibilités de débouchés ? Faut-il toujours vendre le capital, ou dans certaines circonstances le capital est libéré de ce processus d'une façon instantanée.

traduit un large extrait du premier chapitre du texte *Critique des critiques*, sous le titre : « L'accumulation du capital et l'impérialisme »²⁶, suivi d'un commentaire écrit par Lucien Laurat (sous le pseudonyme Lucien Révo) : « Rosa Luxemburg continuatrice de Marx ». Cet intérêt du PC, déjà réduit, ne dura pas : Boris Souvarine, Marcel Ollivier et Lucien Laurat, tous communistes anti-staliniens, étant pour cette raison exclus ou poussés au départ à partir de 1924.

Il faut attendre les années 1930 pour de nouvelles publications de textes importants : des articles sont traduits par les revues *Spartacus* (créée en 1931) puis la *Correspondance Ouvrière Internationale* fondées par André Prudhommeaux, et à partir de 1933 par les revues *Masses* et *Spartacus* (créée en 1934) dirigées par René Lefeuve. Certains de ses livres sont également traduits à cette période – *Réforme sociale ou révolution ?*, *La Crise de la social-démocratie* (sous le titre *La Crise de la démocratie socialiste*), et la première partie de *L'Accumulation du Capital* – principalement par les éditions Nouveau Prométhée²⁷, les éditions Spartacus, et La Librairie du travail²⁸.



« L'ordre règne à Berlin » publié dans *Masses* en janvier 1934 Article de René Lefeuve dans *Masses*, février 1939

Après la seconde guerre mondiale, seules les éditions Spartacus publient des ouvrages de Rosa Luxemburg – mais de façon intensive : en deux ans, 1946 et 1947, sont publiés : *La Révolution russe*, *Marxisme contre dictature* (un recueil d'articles), *Réforme ou révolution ?*, et *Grève générale, parti et syndicats*.

Par la suite, il y a eu au cours des années 1960 et 1970 nettement plus de textes disponibles, notamment du fait des éditions Maspero et des éditions Spartacus.

Même si quelques nouvelles traductions ont depuis été publiées, il reste que la majorité des articles et des discours publiés de Rosa Luxemburg restent encore inaccessibles au lecteur francophone.

[Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochain numéro]

* * *

²⁶ *Bulletin Communiste* n° 21, 4^e année, 24 mai 1923, pp. 251-257 (correspond au passage de *Critique des critiques* traduit dans : Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du Capital*, Maspero, 1967, tome II, pp. 140-154).

²⁷ Créées par des militants du « Combat Marxiste », courant issu du Cercle Communiste Démocratique – ce qui est également le cas de René Lefeuve, fondateur des éditions Spartacus.

²⁸ Nous ne citons ici que les revues ou éditeurs qui ont publié plusieurs textes de Luxemburg. Pour plus de détails voir « Œuvres de Rosa Luxemburg en langue française : parutions détaillées par ordre chronologique », sur le site internet du collectif Smolny : www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=508

Un livre de D. Muhlmann sur Rosa Luxemburg

David Muhlmann vient de publier un livre sur Rosa Luxemburg, intitulé « Réconcilier marxisme et démocratie » (nous ignorions qu'ils étaient fâchés – sauf, naturellement, si l'on parle des usages fallacieux du mot « marxisme », et des usages fallacieux du mot « démocratie »). Il est toujours bon de rappeler l'intérêt de la pensée de Rosa Luxemburg, cet ouvrage est donc bienvenu.

La seconde partie du livre, la plus originale, est constituée de la retranscription de discussions de l'auteur avec différentes personnes de par le monde. Certaines de ces discussions sont dispensables, d'autres très intéressantes – en particulier les discussions avec Narihiko Ito²⁹ et Michael Krätke. Ito déclare notamment que « *le socialisme de Rosa Luxemburg commence par la lutte des masses populaires pour la démocratie. C'est parce que cette lutte révolutionnaire est démocratique dans ses méthodes et qu'elle est menée par le plus grand nombre que la démocratie peut devenir le contenu même du socialisme.* » « *La spontanéité des masses à la place de la contrainte d'Etat, l'espace public plutôt que l'enfermement gouvernemental, la diversité contre la fermeture des élites, le développement des instincts sociaux face aux instincts égoïstes, la création et l'initiative populaires au lieu du décret, tels étaient les signes distinctifs du socialisme de Rosa Luxemburg. [...] Ce qui est certain, c'est que la non-violence est une autre dimension intégrante du socialisme de Rosa Luxemburg.* » Ito précise que la non-violence était « *pour elle un principe de la révolution socialiste* ». Muhlmann ajoute que « *pendant la première guerre mondiale, son pacifisme reste révolutionnaire au sens où elle appelle le prolétariat à continuer son combat socialiste et internationaliste précisément pour arrêter le conflit inter-impérialiste.* »³⁰

La première partie de l'ouvrage retrace les débats auxquels Rosa Luxemburg a participé tout au long de sa vie militante. Il s'agit d'une vision heureusement débarrassée des carcans idéologiques, qui a déjà été exprimée dans divers autres textes et ouvrages sur Luxemburg – par exemple en français et assez récemment, par Alain Guillerm dans *Rosa Luxemburg, la rose rouge* (Picollec, 2002), ou encore – plus modestement – dans le numéro 4 de *Critique Sociale* (janvier 2009), qui est intégralement consacré à Rosa Luxemburg.

Selon l'auteur, l'Allemagne était en 1918 « *mûre pour le socialisme* »³¹ ; c'est en soi contestable, et cela ne prend pas en compte la situation du reste de l'Europe et du monde. Par contre, David Muhlmann a raison de souligner que le développement économique de l'Allemagne était beaucoup plus avancé qu'en Russie, ce qui est effectivement important. Il a également parfaitement raison de rappeler que l'URSS était un capitalisme d'Etat ; il cite entre autres analystes l'ayant écrit dans les années 1930-1940 Ante Ciliga, Anton Pannekoek, et le groupe Socialisme ou Barbarie. Cette analyse était aussi, entre autres, celle de Boris Souvarine dès la fin des années 1920 dans le *Bulletin Communiste*³², et des luxemburgistes comme René Lefevre, Alain Guillerm, etc.³³ On notera également que l'auteur ne mentionne pas les situationnistes, sur lesquels l'influence de Luxemburg est pourtant importante.

Mais cette première partie « décalque » parfois de près la biographie écrite par Paul Frölich³⁴. Il est regrettable que des passages du texte de Frölich se retrouvent dans le texte de Muhlmann souvent

²⁹ Dont le nom est orthographié « Nahiriko Ito » dans ce livre.

³⁰ David Muhlmann, *Réconcilier marxisme et démocratie*, Seuil, 2010, pp. 306, 308 et 309.

³¹ Muhlmann, op. cit., à deux reprises dans l'ouvrage : pp. 162 et 179.

³² Voir « Les vies de Boris Souvarine », *Critique Sociale* n° 2, novembre 2008.

³³ De plus, Lénine a dès le début voulu mettre en place un capitalisme d'Etat et l'a explicitement annoncé à de nombreuses reprises : voir certaines de ces citations dans « Le léninisme et la révolution russe », *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.

³⁴ Paul Frölich, *Rosa Luxemburg, sa vie et son oeuvre*, Maspero, 1965 (réédition L'Harmattan, 1991 – nous nous basons pour notre part sur l'édition de 1965). Cette biographie a été publiée pour la première fois en 1939, en allemand, au cours de l'exil parisien de Frölich. Ce dernier, qui fut un camarade de Rosa Luxemburg, était à l'époque militant du SAP (*Sozialistische ArbeiterPartei*), organisation socialiste révolutionnaire membre du Bureau de Londres ; son équivalent en France était le PSOP (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan).

sans guillemets et sans que l'origine ne soit indiquée ; par exemple on lit dans l'ouvrage de Frölich : « *la police prussienne modifia la composition du corps professoral en menaçant d'expulsion l'Autrichien Hilferding au cas où il poursuivrait son enseignement, et c'est ainsi qu'à partir de 1907 Rosa assumait l'enseignement de l'économie politique, c'est-à-dire l'introduction aux théories économiques de Karl Marx.* » (Frölich, 1965, p. 187), et dans celui de Muhlmann : « *La police allemande modifia la composition du corps professoral en menaçant d'expulser Hilferding vers son pays d'origine au cas où il poursuivrait son enseignement, et c'est ainsi qu'à partir de 1907 Rosa Luxemburg assumait l'enseignement de l'économie politique, c'est-à-dire l'introduction aux théories économiques de Marx.* » (Muhlmann, 2010, p. 75). Muhlmann « amende » parfois le texte de Frölich, parfois en l'améliorant, parfois l'inverse. Ainsi : « *la restauration de la Pologne resta pour eux un postulat de la politique démocratique et prolétarienne.* » (Frölich, p. 46) devient « *la restauration de la Pologne resta pour eux un postulat de base de toute politique progressiste.* » (Muhlmann, p. 85). De la même façon : « *Cependant le programme spartakiste n'était pas un simple décalque du Manifeste Communiste, il tirait le bilan de la situation présente de la lutte [...]* » (Frölich, p. 333) devient « *Cependant, le programme spartakiste n'était pas un simple décalque du Manifeste communiste, il tirait le bilan de la situation présente [...]* » (Muhlmann, p. 165)³⁵. Il aurait été beaucoup plus intéressant que David Muhlmann cite Frölich, pour ensuite discuter tel ou tel terme employé par ce dernier – tant il est vrai que malgré la grande valeur générale de sa biographie, Frölich n'est pas au-dessus de toute critique sur certaines de ses conclusions.

On trouve également quelques emprunts à la biographie de J. P. Nettel³⁶. Là aussi, ni guillemets ni indication de la provenance du texte, mais parfois de légères modifications curieuses : « *Cependant, pour les Russes, il y avait aussi un aspect positif à ce deuil : avec Rosa Luxemburg et Leo Jogiches disparaissaient deux adversaires résolus de la domination bolchevique sur le socialisme international. Désormais, il était plus facile aux Russes d'imposer leur volonté au parti allemand ;* » (Nettl, 1972, p. 765) devient : « *Cependant, pour les Russes, il y avait aussi un aspect positif à ce deuil : avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht disparaissaient deux critiques de gauche et adversaires résolus de la domination bolchevique sur le socialisme international. Désormais, il était plus facile aux nouveaux maîtres du Kremlin d'imposer leur volonté au jeune Parti allemand ;* » (Muhlmann, 2010, p. 182)³⁷.

Il reste que l'on se trouve en accord avec David Muhlmann à la fois quand à l'intérêt toujours actuel de l'oeuvre de Rosa Luxemburg, et quand il parle d'un « *dépassement révolutionnaire du capitalisme* », en précisant : « *Aujourd'hui, la révolution doit être l'oeuvre du prolétariat, c'est-à-dire de la majorité de la population, dans la perspective de briser l'appareil d'Etat.* »³⁸

* * *

³⁵ Également : « *Rosa Luxemburg ne se représentait pas l'insurrection comme une attaque frontale contre l'armée. Selon elle, l'insurrection avait pour condition préalable une profonde désagrégation des troupes, préparée par l'agitation et parachevée dans la lutte elle-même. La victoire de l'insurrection dépendait du passage d'importantes fractions de l'armée dans les rangs du peuple révolutionnaire.* » (Frölich, pp. 142-143) devient « *Rosa Luxemburg ne se représentait donc pas l'insurrection populaire comme relevant d'une attaque frontale contre l'armée ; la victoire du camp socialiste a pour condition préalable la désagrégation des troupes, préparée par l'agitation et parachevée dans la lutte elle-même, et dépend du passage d'importantes fractions de l'armée légale dans les rangs de l'armée révolutionnaire.* » (Muhlmann, p. 73). Pourquoi le « *peuple révolutionnaire* », expression tout à fait juste de Frölich, est-il ainsi remplacé de façon si inexacte ? Voir aussi Frölich pp. 63-64 → Muhlmann p. 30, Frölich p. 88 → Muhlmann p. 38, Frölich p. 93 → Muhlmann pp. 39-40, Frölich p. 113 → Muhlmann p. 52, etc.

³⁶ J. P. Nettel, *La Vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg*, Maspero, 1972.

³⁷ De même : « *Une alternative marxiste révolutionnaire aurait pu être offerte par Rosa Luxemburg si elle avait vécu.* » (Nettl, p. 767) devient : « *Une alternative marxiste révolutionnaire au bolchevisme aurait pu être conduite par Rosa Luxemburg si elle avait vécu [...]* » (Muhlmann, p. 183).

³⁸ Muhlmann, op. cit., pp. 189 et 166.

Claude Lefort à propos des dérives bureaucratiques

Claude Lefort a été dans les années 1940 militant trotskiste, au sein du « Parti Communiste Internationaliste » (PCI), avant de participer à une scission qui rompit avec le trotskisme, créant une nouvelle organisation d'extrême-gauche : Socialisme ou Barbarie. Le texte qui suit est un extrait d'un article qu'il a publié en 1958 dans la revue de ce groupe : « Organisation et parti », *Socialisme ou barbarie* n° 26, novembre-décembre 1958³⁹.

« Le P.C.I., dans lequel j'avais milité jusqu'en 1948, ne participait en rien au système d'exploitation. Ses cadres ne tiraient aucun privilège de leur activité dans le parti. On ne trouvait en son sein que des éléments animés d'une « bonne volonté révolutionnaire » évidente, et conscients du caractère contre-révolutionnaire des grandes organisations traditionnelles. Formellement une grande démocratie régnait. Les organismes dirigeants étaient régulièrement élus lors des assemblées générales ; celles-ci étaient fréquentes, les camarades avaient toute liberté de se rassembler dans des tendances et de défendre leurs idées dans les réunions et les congrès (ils purent même s'exprimer dans des publications du parti). Pourtant le P.C.I. se comportait comme une micro-bureaucratie et nous apparaissait comme telle. Sans doute faisait-il place à des pratiques condamnables (truquage des mandats lors des congrès, manoeuvres effectuées par la majorité en place pour assurer au maximum la diffusion de ses idées et réduire celle des minoritaires, calomnies diverses pour discréditer l'adversaire, chantage à la destruction du parti chaque fois qu'un militant se trouvait en désaccord sur certains points importants du programme, culte de la personnalité de Trotsky, etc.). Mais l'essentiel n'était pas là. Le P.C.I. se considérait comme le parti du prolétariat, sa *direction* irremplaçable ; il jugeait la révolution à venir comme le simple accomplissement de son programme. A l'égard des luttes ouvrières, le point de vue de l'organisation prédominait absolument. En conséquence de quoi celles-ci étaient toujours interprétées selon ce critère : dans quelles conditions seront-elles favorables au renforcement du parti ? S'étant identifié une fois pour toutes avec la Révolution mondiale, le parti était prêt à bien des manoeuvres pour peu qu'elles fussent utiles à son développement.

Bien qu'on ne puisse faire cette comparaison qu'avec beaucoup de précautions, car elle n'est valide que dans une certaine perspective, le P.C.I. *comme* le P.C.⁴⁰ voyait dans le prolétariat une masse à diriger. Il prétendait seulement la *bien* diriger. Or cette relation que le parti entretenait avec les travailleurs – ou plutôt qu'il aurait souhaité entretenir, car en fait il ne dirigeait rien du tout – se retrouvait, transposée à l'intérieur de l'organisation entre l'appareil de direction et la base. La division entre dirigeants et simples militants était une norme. Les premiers attendaient des seconds qu'ils écoutent, qu'ils discutent des propositions, qu'ils votent, diffusent le journal et collent les affiches. Les seconds, persuadés qu'il fallait à la tête du parti des *camarades compétents*, faisaient ce qu'on attendait d'eux. La démocratie était fondée sur le principe de la ratification. Conséquence : de même que dans la lutte de classe, le point de vue de l'organisation prédominait, dans la lutte à l'intérieur du parti, le point de vue du contrôle de l'organisation était décisif. De même que la lutte révolutionnaire se confondait avec la lutte du parti, celle-ci se confondait avec la lutte menée par la bonne équipe. Le résultat était que les militants se déterminaient sur chaque question selon ce critère : le vote renforce-t-il ou au contraire ne risque-t-il pas d'affaiblir la bonne équipe ? Ainsi chacun obéissant à un souci d'efficacité immédiate, la loi d'inertie régnait comme dans toute bureaucratie. Le trotskysme était une des formes du conservatisme idéologique.

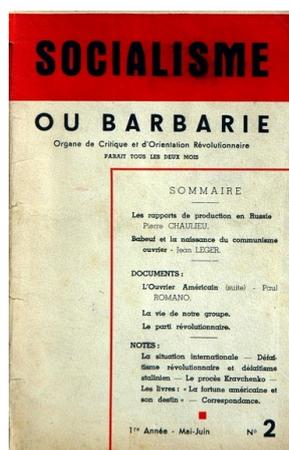
La critique que je fais du trotskysme n'est pas d'ordre psychologique : elle est sociologique. Elle ne porte pas sur des conduites individuelles, elle concerne un modèle d'organisation sociale, dont le caractère bureaucratique est d'autant plus remarquable qu'il n'est pas déterminé directement par les conditions matérielles de l'exploitation. Sans doute ce modèle n'est-il qu'un sous-produit du modèle

³⁹ Repris dans Claude Lefort, *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979, pp. 99-102. Numérisation partielle par le site internet « La Bataille Socialiste » : bataillesocialiste.wordpress.com

⁴⁰ Il s'agit du PCF, à l'époque intégralement stalinien [note de *Critique Sociale*].

social dominant ; la micro-bureaucratie trotskiste n'est pas l'expression d'une couche sociale, mais seulement l'écho au sein du mouvement ouvrier des bureaucraties régnantes à l'échelle de la société globale. Mais l'échec du trotskysme nous montre l'extraordinaire difficulté qu'il y a à échapper aux normes sociales dominantes, à instituer au niveau même de l'organisation révolutionnaire un mode de regroupement, de travail et d'action qui soient effectivement révolutionnaires et non pas marqués du sceau de l'esprit bourgeois ou bureaucratique.

Les analyses de *Socialisme ou Barbarie*, l'expérience que certains tiraient, comme moi-même, de leur ancienne action dans un parti conduisaient naturellement à voir sous un jour nouveau la lutte de classe et le socialisme. Il est inutile de résumer les positions que la revue fut amenée à prendre. Il suffira de dire que l'autonomie devint à nos yeux le critère de la lutte et de l'organisation révolutionnaires. La revue n'a cessé d'affirmer que les ouvriers devaient prendre en main leur propre sort et s'organiser eux-mêmes indépendamment des partis et des syndicats qui se prétendaient les dépositaires de leurs intérêts et de leur volonté. Nous jugions que l'objectif de la lutte ne pouvait être que la gestion de la production par les travailleurs, car toute autre solution n'aurait fait que consacrer le pouvoir d'une nouvelle bureaucratie ; nous cherchions en conséquence à déterminer des revendications qui témoignaient, dans l'immédiat, d'une conscience antibureaucratique ; nous accordions une place centrale à l'analyse des rapports de production et de leur évolution, de manière à montrer que la gestion ouvrière était réalisable et qu'elle tendait à se manifester spontanément, déjà, au sein du système d'exploitation ; enfin nous étions amenés à définir le socialisme comme une démocratie des conseils. »



Critique Sociale n° 11, août 2010

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity /
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität /
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség - Osszetartás*